

Conseil général du

15 juin 2020

RAPPORT

NO 73

DU CONSEIL COMMUNAL

## Point 5

- a) **Discuter et approuver un crédit de Fr. 713'000.00 destiné au remplacement de la conduite de distribution d'eau potable du Peu-Claude au réservoir de la Combatte-du-Pas ainsi que son financement**
- b) **Donner au Conseil communal la compétence de ratifier le décompte de cet investissement**

- a) Notre réseau d'eau a une longueur de 30.4 km de conduites. 14 km de conduites sont encore en fonte alors que 16.4 km sont en PE. Grâce à la surveillance du réseau effectuée par notre fontainier, nous avons un taux de pertes particulièrement bas (4.15% en 2019).

Il ne faut néanmoins pas se leurrer. Le remplacement des anciennes conduites doit se faire de façon régulière.

Le projet qui est présenté dans le présent rapport consiste au remplacement d'une conduite d'eau qui est en service depuis que notre commune a été reliée au réseau des Franches-Montagnes, autant dire qu'elle date.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur les eaux, plus aucune subvention ne sera versée par la Confédération ni par le Canton pour l'assainissement de conduites de ce genre. Notre projet ayant été présenté avant l'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition légale, il pourra encore bénéficier d'un taux de subvention particulièrement intéressant.

Dans le détail, le projet consiste au remplacement de la conduite d'amenée d'eau depuis le réservoir du Peu-Claude au Boéchet, du remplacement du réseau des conduites du Boéchet et du remplacement de la conduite allant du Boéchet au réservoir de la Combatte-du-Pas. Un projet, qui consistait à effectuer le bouclage du réseau entre La Pâtur et chez Chailat, a été abandonné faute de subventions.

Le coût de ces travaux représente :

Travaux de génie civil	Fr.	582 000.00
Honoraires, réserves, divers et imprévus	Fr.	80 000.00
TVA 7.7%	Fr.	<u>51 000.00</u>
TOTAL	Fr.	713 000.00

Comme il s'agit de travaux d'entretien, l'impôt préalable pourra être déduit	Fr.	<u>- 51 000.00</u>
Le crédit net est de	Fr.	662 000.00

Subventions de l'Office de l'agriculture (OFAG) 30%	Fr.	213 900.00
Subventions du Service de l'économie rurale (ECR) 17%	Fr.	121 200.00
Subventions de l'ECA 10 %	Fr.	<u>71 300.00</u>
TOTAL	Fr.	406 400.00

Déduction de l'impôt préalable (TVA) s/subventions	Fr.	<u>- 31 300.00</u>
--	-----	--------------------

Subventions nettes	Fr.	<u>375 100.00</u>
--------------------	-----	-------------------

Investissement net	Fr.	<u>290 900.00</u>
--------------------	-----	-------------------

Ce projet a été discuté par les commissions financières et services communaux qui l'ont toutes deux préavisé favorablement.

Le financement de cet objet est prévu par emprunt. Le Conseil général ayant renoncé par deux fois l'adaptation de la réglementation communale relative à la perception de la taxe de base pour le maintien de la valeur du réseau, il n'existe pas de fonds pour le financement de cet objet.

- b) Pour autant que le crédit soit respecté, le Conseil communal vous propose de lui attribuer la compétence de ratifier le décompte de ces travaux.

## Point 6

### **Discuter et approuver une dépense annuelle de Fr. 22'000.00 destinée à couvrir les frais relatifs à la location d'un nouveau hangar pour le SIS Les Bois**

Le Service de défense ainsi que les Travaux publics de la commune se partagent les locaux situés au Nord du bâtiment de la Fondation Gentit. De plus, la commune entrepose du matériel dans le hangar du Bas-du-village dans l'ancien hangar des Pompes de Sous-les-Rangs et loue le hangar situé à proximité de l'ancien bureau de poste.

Outre le local du SIS situé dans le bâtiment de la Fondation Gentit, la commune loue un garage pour le véhicule du SIS Les Bois. Nous avons reçu la dédite de ce garage au 30 juin 2020.

Afin de pallier à ce manque de place, le Conseil communal propose de louer une surface industrielle de 200 m<sup>2</sup> dans les locaux de la société NB production qui construit un immeuble dans la zone de l'Orée. Ce projet étant au début de sa construction, il peut être adapté.

Le Conseil communal propose d'utiliser ce local en location pour héberger le SIS Les Bois, car le déplacement des Travaux publics loin de l'éco point qui se trouve à proximité de la Fondation Gentit serait un sérieux désavantage.

D'après le règlement du SIS FMO, les communes mettent à disposition les locaux nécessaires au fonctionnement du SIS.

Le Conseil communal propose d'établir un contrat de location d'une durée minimale de cinq ans.

## Point 7

***Discuter et préavisier la décision d'autoriser le comité du syndicat des communes des Franches-Montagnes à procéder à l'acquisition de l'immeuble Fl 3371 du ban du Noirmont d'une surface de 53554 m<sup>2</sup> en zone d'activité au lieu-dit Sous-la-Velle, propriété de M. Gérard Chapatte pour un montant de Fr. 2'150'000.00 et à contracter l'emprunt nécessaire au financement.***

L'assemblée des délégués du Syndicat des Communes des Franches-Montagnes (ci-après le SCFM) s'est réunie aux Enfers le 5 mars 2020.

Lors de cette assemblée, les délégués ont accepté les points suivants de l'ordre du jour.

**7a) Donner compétence au comité du Syndicat des Communes des Franches-Montagnes d'entreprendre toutes les démarches (prioritairement un droit d'emption) et signer tous les actes nécessaires à l'acquisition de l'immeuble Fl 3371 du ban du Noirmont appartenant à M. Gérard Chapatte.**

Commentaires.

Depuis 2015, un groupe de travail composé de 5 maires a entrepris les démarches pour implanter une Zone AIC (zone d'activité d'intérêt cantonal) aux Franches-Montagnes comme cela s'est fait précédemment en Ajoie et dans la vallée de Delémont.

Le but de cette zone est de permettre à des entreprises industrielles de s'implanter aux Franches-Montagnes car les surfaces disponibles dans les communes de Saignelégier, du Noirmont et des Bois seront prochainement occupées et le plan directeur cantonal ne prévoit plus la possibilité d'étendre les zones communales.

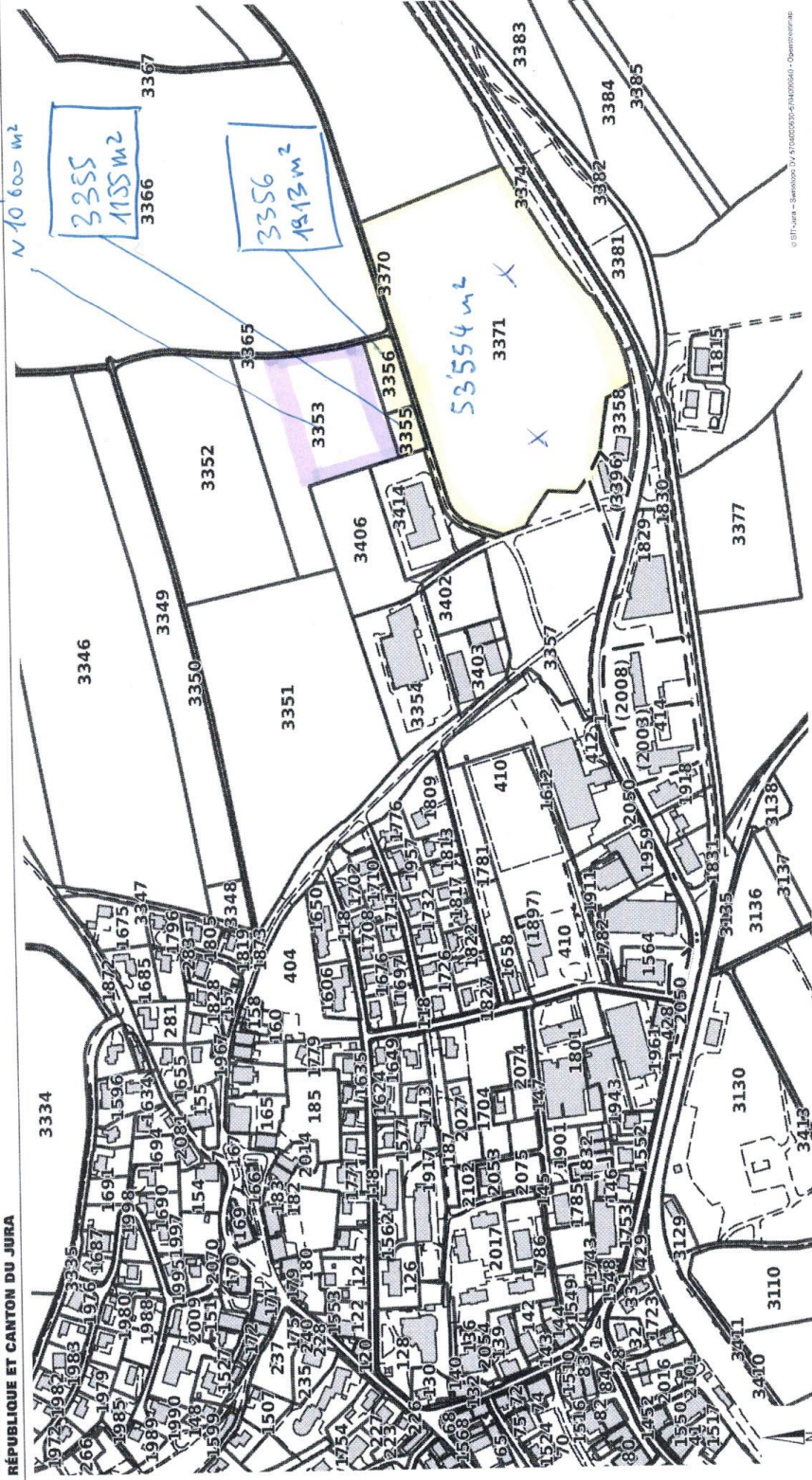
La particularité des zones AIC est qu'elles sont intercommunales, gérées par un Syndicat ou une association de droit public et que les produits fiscaux tels que les impôts prélevés sur les entreprises qui sont actives sur ces zones sont répartis entre toutes les communes membres selon une convention. Il en est de même pour l'impôt des frontaliers.

Le groupe de travail du SCFM entend ouvrir la première étape de Zone AIC au lieu-dit Sous-la-Velle, à l'entrée du Noirmont côté Les Emibois, au nord de la route cantonale.

Le SCFM s'est porté acquéreur en 2018 de deux feuillets (3355 et 3356) qui jouxtent au nord la parcelle 3371 de 53554 m<sup>2</sup> qu'il entend acheter à M. Gérard Chapatte.

Un accord sur le prix a été trouvé avec M. Chapatte à hauteur de Fr. 40.00/m<sup>2</sup>, soit un montant arrondi à Fr. 2'150'000.00.

Assemblée SCFM 5.3.2020



## Point 8

### **Traitement du postulat de M. Martial Farine (PSJ/Les Verts)** **intitulé « Réduction des membres de l'exécutif »**

La motion de M. Farine demande au Conseil communal :

1. d'étudier la possibilité d'avoir un Conseil communal de 5 membres
2. d'étudier la création de postes semi-professionnels pour le maire par exemple et un autre conseiller salarié

- 1) Le Conseil communal n'est pas opposé au fait d'avoir 5 membres. Il faut toutefois s'attendre à ce que certaines représentations non prioritaires soient supprimées (par exemple représentation dans les assemblées des sociétés villageoises ou franc-montagnardes).

Une priorisation des représentations et des tâches devra être faite et il s'agira d'en convaincre la population.

De toute façon, si changement il y a, une révision du Règlement d'organisation sera obligatoire, le Conseil général devra se prononcer et le texte du règlement devra être soumis en votation populaire.

- 2) Maire ou conseiller semi-professionnel

Un sondage a été adressé par l'AJC aux communes pour savoir si notre commune porte un intérêt à mener une étude sur les indemnités des élus communaux jurassiens. Il s'agira dans une deuxième étape de collecter les données de l'ensemble des communes et de confier cette étude à un consultant indépendant. Nous avons répondu favorablement à ce sondage. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise dans le cadre de l'AJC.

Selon le Conseil communal, une personne qui a un travail stable, ne peut pas le diminuer ou l'arrêter pour un salaire de misère et un mandat temporaire de 5 ans. Donc, il s'agirait de rémunérer cette personne aux mêmes conditions que son salaire actuel.



L'aspect financier pour un petit village de 1250 habitants n'est pas anodin et nous n'avons pas les moyens actuellement de rétribuer 1 ou 2 personnes à temps partiel pour 2 postes politiques à temps partiel. D'ailleurs, nous n'avons pas physiquement, dans les bureaux, de places de travail pour 2 personnes en plus. Ensuite, cette ou ces personne(s) ne feront pas de tâches administratives, il nous faudra un ou une employée de commerce en plus pour lui déléguer des tâches. Actuellement, toutes les tâches y compris la préparation du Conseil général, les rapports et réponses aux motions et postulats sont confiées au secrétaire ou au caissier. Il est difficile pour certains conseillers de rédiger eux-mêmes les réponses.

Pour conclure, le Conseil communal souhaite vous retourner la question : avez-vous analysé dans vos partis pourquoi vous ne trouvez pas de membres prêts à s'engager ? Est-ce uniquement une question financière ? Peut-être faut-il changer notre politique et avoir moins de commissions qui durent des heures sans de réel pouvoir décisionnel à la clef, moins de postulats et de motions et plus de personnes motivées autres que les Conseillers communaux pour s'impliquer comme dans la révision des règlements, suivre les futurs grands projets, etc.  
Merci d'y réfléchir.

Postulat n° \_\_\_\_

Groupe PS/Verts

### Postulat

Le Groupe PS/Vert du conseil communal demande que soit étudiée la possibilité d'avoir un conseil communal composé de 5 membres. D'étudier également que le poste de maire puisse être salarié, (dont le taux d'occupation serait laissé à l'appréciation de l'étude du postulat), voire d'avoir un autre conseiller communal également salarié si nécessaire. La rémunération de certains conseillers communaux pourrait être en rapport avec l'augmentation de travail représentée par le nombre de conseillers réduits.

Le fait que le conseil communal est en perpétuelle mutation, parfois il est incomplet pendant de long mois et qu'il est très difficile de trouver des citoyens prêts à s'engager dans cette fonction nous incite à déposer ce postulat.

La création de "postes semi-professionnels" motiverait peut-être quelques personnes à s'investir pour la collectivité.

Pour le groupe PS/Vert Martial Farine

Les Bois, le 14 janvier 2018

Notariemaster  
Isabelle

*(Handwritten signatures and initials)*  
M. Farine  
M. L.  
M. R.